

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

SAMEDI 13

DIMANCHE 14

DÉCEMBRE
1975

N° 58

1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

éditorial

7 centimes de plus
sur l'ESSENCE

ET CHIRAC VOUDRAIT QU'ON MODERE NOS REVENDI- CATIONS

Et voici une nouvelle hausse des prix froidement décidée par Fourcade : le prix de l'essence augmente de 7 centimes par litre. Ce qui veut dire que vous devrez compter à peu près 25F de plus pour faire le plein. Bien sûr, on entendra encore que c'est à cause de la hausse du prix du pétrole. Mais ce mensonge utilisé depuis deux ans commence sérieusement à être usé.

Cet argument ne peut même pas être avancé pour l'augmentation du téléphone dont le prix de l'unité passe de 0,35F à 0,39F, comme vient de l'annoncer le ministre des PTT, qui laisse entendre que d'autres hausses sont envisagées.

Il ne peut certainement pas les «justifier» pas une excessive augmentation du salaire des postiers ! Il refuse obstinément de répondre à leurs exigences : 2 000F minimum et 300F pour tous. Ce qui ne permettrait pourtant pas actuellement une vie «à l'aise».

Avec une augmentation, en outre, du fuel domestique de plus de 10% il faut bien sûr s'attendre à voir les notes de chauffage augmenter. Les sociétés immobilières ne vont pas se gêner.

Fourcade a de «bonnes raisons» pour expliquer ces hausses. Il faut soutenir «la reprise économique» ! Quelle reprise ? Qui doit soutenir ? On dépasse maintenant le cap de 1 million et demi de chômeurs. Sans parler du chômage partiel qui sévit dans la sidérurgie, dans la chimie, dans l'électronique... Quelle relance dont on ne cesse toujours de nous promettre le succès pour... bientôt !

Quant au soutien à la reprise : c'est toujours aux mêmes qu'on demande les sacrifices. Il faut que les travailleurs soient raisonnables, qu'ils comprennent la situation, qu'ils acceptent le blocage implacable des salaires, qu'ils apprécient tous les «efforts» du gouvernement pour juguler la hausse des prix !

Ce cynisme dépasse toutes les bornes : il s'accroît même plus vite que les prix eux-mêmes, c'est tout dire. Mais, il se trouve aussi, Mr Fourcade, et tous vos collègues, que la colère des travailleurs s'accumule ; et quand elle éclate, dans toutes les luttes qui se déroulent aujourd'hui, vos belles paroles ne pèsent pas lourd ; vous avez plutôt recours alors à la police, à la répression brutale.

La politique antipopulaire du gouvernement trouvera la riposte d'ensemble des travailleurs. Ils veulent en finir avec cette misère, le chômage, et la répression.

Fabien VAUDOIS

conciliabules dans la «gauche»

Les dirigeants de l'union de la gauche se sont soudain mis à déployer une activité fébrile pour essayer de recoller les morceaux de l'alliance à nouveau éprouvée par l'affaire de l'armée.

Cette fois, PC et PS se retrouvent d'accord pour ne rien faire pour la libération des emprisonnés, appelés et militants syndicaux. Les clivages entre les dirigeants de la CFDT et le reste de la «gauche» demeurent. Mitterrand joue, dans l'affaire, le rôle de tampon entre la CGT et le PC d'une part, et la CFDT de l'autre. Il espère ainsi recueillir l'image

la libération des emprisonnés n'était pas à l'ordre du jour

d'un médiateur qui aide à l'unité. D'avance, il est clair cependant, que quelles que soient leurs initiatives futures, les dirigeants de la «gauche» ne pourront faire oublier leur attitude récente. Alors qu'ils

suite p. 4

Chauffeur, Chaix, Pari- sien Libéré LES TRAVAIL- LEURS DU LIVRE EN LUTTE

voir nos
reportages
p. 3



BRANDT (LYON) : TOUS EN GREVE !

La grève d'un atelier pendant toute la semaine dernière sur les revendications suivantes : suppression des trois mises à pied, à cause des cadences trop élevées - 250 F pour tous - paiement des heures de grève - OS, PI, même classification, s'est heurtée à l'intransigeance absolue de la direction et aujourd'hui, c'est toute l'usine qui a fait grève toute la journée. En effet, les travailleurs exigent de toucher leur prime de fin d'année intégralement et pour cela un complément de 300 F pour tout le personnel immédiatement. A la suite de débrayages spontanés, hier, la CFDT a appelé à un débrayage au matin du 12 à 8 H 30. Là, les travailleurs ont décidé de rentrer en grève tant que leurs revendications ne seraient pas satisfaites, (300 F, paiement des heures de grève). Malgré ce mouvement de grande ampleur suivi par la majorité des ouvriers, la direction a repoussé d'heure en heure la discussion avec une délégation syndicale. Les travailleurs, devant cette attitude intransigeante, ont décidé à l'unanimité de continuer lundi. Il faut noter que la deuxième usine du Groupe Thomson-Brandt, à la Roche-sur-Yon, est en grève illimitée depuis le 2 décembre 75.

GISCARD EN EGYPTE

Giscard poursuit sa visite en Egypte, visite qui se veut être «la manifestation éclatante de la présence française au Moyen-Orient». Toutefois, les desseins de Giscard se heurtent aux limites objectives de la puissance de l'impérialisme français dans le monde aujourd'hui. Sadate attend de la France qu'elle puisse faire contre-poids à la présence des USA et de l'URSS dans cette région : d'où, entre autres, la volonté particulière, réaffirmée hier, de clore la visite de Giscard par une déclaration politique dite «Déclaration du Caire», affirmant le soutien de l'impérialisme français à Sadate. Les premiers pas dans cette voie ont déjà été faits, avec la «convergence» des points de vue sur le problème palestinien et la nécessité de frontières sûres pour tous les Etats de la région, y compris «Israël». Toutefois, ces premiers pas ne semblent pas pouvoir être suivis de mesures effectives, de la part de l'impérialisme français, pour contrebalancer l'influence des USA et de l'URSS.

voir interview de Mahmoud
p 8 Hussein



la vie du journal

dans notre courrier

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
 en téléphonant au :
 208 65 61 Paris
 de 8 h. 30 à 13 h.

le quotidien du peuple

AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES UN JOURNAL

FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT POUR CEUX QUI LUTTENT UN DEBAT PERMANENT POUR LA VERITE

communiqué

Les lecteurs et amis du Quotidien du Peuple sont cordialement invités à se réunir au :

Centre Social

lundi 15 décembre à 18 h 30 - Grande Synthe

à l'ordre du jour :

- o la mise en commun des projets de reportage sur la région,
- o le réseau de correspondants locaux.

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
 Adresse postale :
 BP 225 75 924
 Paris cedex 19
 CCP n°23 132 48 F Paris
 Directeur de publication :
 Y. CHEVET
 Imprimé par IPCC Paris
 distribué par les NMPP
 Commission Paritaire : 56 942

On ne nous bernera pas longtemps

Il y en a marre de l'indice de l'INSEE, de l'indice de la CGT, du sondage de l'IFOP et autre entreprise d'intoxication du peuple français.

Moi, je suis ouvrier, je me souviens des prix en 1974, lorsque Giscard est arrivé à la présidence, la gueule enfarinée, rivalisant de promesses avec Mitterrand, promettant la sécu-

rité de l'emploi et la baisse des prix.

C'était le slogan «suivez moi et vous serez rasés gratis»... Maintenant, après 500 jours de pouvoir, j'ai fait tout seul, sans avoir besoin de tous les indices et sondages, comme un grand «bureaucrate, technocrate et expert» de ma bourse les comparaisons suivantes :

Articles	Prix en 8/74	Prix en 8/75	Hausse en %
pain (baguette)	0,80	0,95	18,75 %
6 œufs	1,80	2,15	19,44 %
500 g de rôti de bœuf	11,60	15,00	29,31 %
1 litre de vin	2,75	3,20	16,35 %
13 kg de patates	2,75	4,85	65,82 %
1 litre de lait	1,30	1,50	14 %

Mon salaire était de 1 860 F, il est passé à 2 100 F, soit 240 de plus en un an, après d'après discussions syndicales. Cela fait environ 9 %.

Alors mon pouvoir d'achat a

baissé de 10 % au moins. Voilà la triste vérité et tous les techniciens, les bureaucrates, les flagorneurs ont beau couper les cheveux en quatre, ils ne me prouveront pas le contraire.

je souscris

10 F 50 F 100 F F

Nom
 Profession.....
 Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
 BP 225 75 924 - Paris Cedex 19
 CCP 23 132 48 F Paris

les lecteurs en débattent SUR LA JUSTICE

Dans le n° 48, dans un encart sur l'article «Albanie, une justice par le peuple, pour le peuple», vous ouvrez le débat sur «quelle justice voulons nous ?». L'idée de ce débat est particulièrement intéressante, vu les contradictions actuelles au sein même de l'appareil judiciaire aujourd'hui, vu les nombreux problèmes juridiques auxquels sont confrontés les travailleurs dans la période (saisies, expulsions, licenciements, allocations diverses, etc...), vu l'importance du droit, du problème du droit bourgeois dans la société socialiste.

Mais pourquoi engager un tel débat à la page internationale dans un document sur l'Albanie ? Alors que dans le même journal, il y avait un article sur le syndicat de la Magistrature. Faire ainsi, ça me semble partir à l'envers. On nous parle de justice par et pour le peuple, sans avoir dénoncé réellement la justice bourgeoise en tant qu'appareil, et dans sa pratique.

D'autre part, l'article sur l'Albanie n'insiste pas assez sur le caractère totalement différent d'une justice en pays socialiste et en pays capitaliste. Un exemple, on lit : «Les droits reconnus à l'inculpé sont très larges... le prévenu est présumé innocent tant que sa culpabilité

n'a pas été établie». En France aussi.

Dans cet article, on analyse assez en détail l'appareil judiciaire albanais (tribunaux de district, cour, etc...) son fonctionnement, chose qu'on n'a pas encore faite pour la France. On dit qu'en Albanie la justice est une justice de classe. Sur quelles bases ouvrir le débat, alors. Puisqu'on n'a pas encore démontré comment, dans tous ses aspects, la justice en France est une justice de classe ?

Je pense qu'il faudrait proposer le débat sur la justice, à partir des propositions du syndicat de la Magistrature : faut-il appliquer la justice de la même façon pour tous, ou faut-il une autre justice, laquelle ?

Une étudiante - Besançon

Le débat dont tu parles, c'est vrai que jusqu'à présent nous n'avons fait que l'amorcer : c'est vrai qu'il est très important. Sur cette question de la justice, se cristallise de plus en plus le refus de cette société où nous vivons, le désir d'une autre société. A propos de l'Albanie, le camarade voulait montrer qu'une justice «populaire» n'a rien à voir avec une justice «expéditive» comme voudrait le faire croire la bourgeoisie !

«LA PHOTO, C'EST L'AFFAIRE DE TOUS !

Interview du photographe du Quotidien du Peuple

—D'où viennent les photos ?

—Ce sont encore en grande partie des photos d'agence. Mais ce qui apparaît de plus en plus, c'est la nécessité, pour le Quotidien du Peuple, d'un réseau propre de correspondants-photos.

—Peux-tu expliquer pourquoi ?

—D'un point de vue financier, d'abord, il faut que les lecteurs sachent, par exemple, que toute photo d'agence coûte entre 50 F et 80 F pièce. Si on admet qu'on a besoin d'un minimum de 8 à 10 photos par jour, cela fait entre 500 et 800 F. C'est ce que coûte la photo dans tout journal bourgeois. Mais un journal révolutionnaire, financé par les travailleurs, ne peut accepter de laisser presque 1 000 F par jour aux agences de photos ! Il faut compter sur ses propres forces.

—Il y a aussi la question de savoir de quelle photo nous avons besoin dans le Quotidien du Peuple ?

—La photo n'est pas neutre. Le photographe d'agence est forcément guidé par la recherche de ce qui se vend bien. C'est là que s'exerce directement sur lui le poids de l'idéologie dominante. Bien sûr, il y a ce qui se vend «mieux», c'est-à-dire le «spectaculaire», le «piquant», le «paradoxal», la photo-choc quoi... A ce niveau, un photographe qui aime son métier peut «traquer» un certain nombre d'aspects de la réalité qui ne sont pas sans intérêt pour nous. C'est

pourquoi, il y a toujours possibilité d'une utilisation intelligente de la photo d'agence. Mais notre recherche à nous est fondamentalement différente : ce que nous voulons, c'est la vérité : derrière la douleur des veuves de Liévin, nous voulons montrer la révolte et le désir de lutter. Du Tribunal Populaire, pas de trace dans les agences photos. Nous, nous faisons notre information, l'information pour le peuple. Prenons le crime raciste d'Annecy. Dans le Quotidien du Peuple, il y en avait une photo, pas n'importe quelle photo : telle que nous l'avions prise, elle constituait un véritable argument politique au service de la démonstration qui est faite dans l'article, une pièce indispensable de cette démonstration. On pourrait aussi parler des photos du dossier Liévin, réunies par la Commission Populaire d'Enquête. Ce sont des exemples significatifs, qui montrent qu'un réseau de correspondants photos est indispensable. Combien de lecteurs nous écrivent : «Continuez, montrez davantage la vérité aux travailleurs» : la photo a un grand rôle à jouer là-dedans. Cette photo-là, c'est les travailleurs qui la feront, ce n'est pas un luxe, c'est une nécessité politique !

—Quels conseils donnes-tu aux correspondants ?

—D'abord, il nous faut des photos, de très nombreuses photos. Camarades, quand vous allez à une manifestation, n'oubliez pas votre appareil ! Il y a quelque chose de très encourageant, c'est que de plus en plus, les correspondants

joignent des photos à leurs articles ou à leurs témoignages. Faute de discussions là-dessus cependant, certaines ne sont pas utilisables. Je prendrai l'exemple d'un article de lutte à illustrer : là aussi, la photo devait être un «argument» politique de qualité, c'est-à-dire refléter la réalité d'une masse de travailleurs en lutte, armés de la volonté de vaincre, chaque fois, pousser la démonstration à son terme.

Mais il faut engager une discussion plus large et plus approfondie sur l'importance de la photo dans un journal révolutionnaire, et de quelles photos nous avons besoin. Ce qu'il faut, c'est associer le maximum de lecteurs à cette discussion. Que dès maintenant, ils nous fassent parvenir leurs critiques sur les photos... et leurs photos, leurs suggestions, leurs idées.

Il faut, sur cette base, mettre sur pieds un véritable réseau de correspondants photographes du Quotidien du Peuple, en sachant que le photographe, ce n'est pas forcément celui qui envoie l'article. Il faut s'appuyer sur ce goût de la bonne photo qui existe chez pas mal de gens. Je suis sûr que ce sera un moyen d'associer plus largement encore les lecteurs à la fabrication du journal. Nous sommes prêts, dès maintenant, à envoyer la carte de correspondant du journal à tous les photographes amateurs désireux d'aider le Quotidien du Peuple.

recueilli auprès de
 Vincent CEVERT
 photographe au QdP

Pour soutenir le Quotidien du Peuple,

pour un 12 pages six jours sur sept des affiches, des calendriers sont à votre disposition. Le calendrier 10 F l'affiche 10 F.

passer vos commandes

les fêtes de fin d'année doivent être l'occasion de renforcer encore le soutien au journal



juin 1974 - victoire des LSP - pas de licenciements

pour des commandes pour passer la carte de correspondant du Quotidien du Peuple, adressez-vous à :

1976	janvier				
lun	5	12	19	26	
mar	6	13	20	27	
mer	7	14	21	28	
jeu	1	8	15	22	29
ven	2	9	16	23	30
sam	3	10	17	24	31
dim	4	11	18	25	

le quotidien du peuple

LES TRAVAILLEURS DU LIVRE EN LUTTE

Chauffour «CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCE»

Lutter contre le démantèlement de l'imprimerie, contre le plan Lecat, plan de chômage et d'intensification du travail

Ce plan correspond d'abord à une restructuration massive et rapide d'un secteur trop dispersé pour tenir aujourd'hui un créneau suffisant sur le marché européen. Avec 56,3 % d'entreprises de moins de 20 ouvriers et seulement 9 sur toute la France de plus de mille personnes, l'imprimerie est un secteur dont la structure freine largement la modernisation (et par voie de conséquence la «compétitivité» capitaliste). Des investissements trop importants aux yeux de la bourgeoisie sont engloutis dans une miriade d'entreprises (1 580 de 5 à 20 ouvriers) «incapables aujourd'hui d'affronter la concurrence». Regrouper, moderniser... voilà le sens de cette réforme, à l'œuvre maintenant depuis plusieurs mois, contre 120 000 ouvriers du Labeur et 55 000 de la Presse !

COMMENT CELA SE TRADUIT POUR LES OUVRIERS DU LIVRE ?

Ce sont les licenciements (Parisien Libéré, Chauffour, Hélio-Cachan et Hélio-Lorraine, Chaix, Imro, Caron-Ozanne, et pour bientôt, au Monde et à l'Equipe...), en tout plus de 10 000 sont prévus en même pas cinq ans ! D'ailleurs, il faudrait ajouter à ce chiffre les «licenciements avec reclassements» qui s'accompagnent de baisses de salaires et dégradation des conditions de travail. L'introduction de procédé de photo-composition, offset permet l'emploi de travailleurs de moindre qualification et le remplacement de toute une série d'OP (conducteurs...) par des OS, nettement moins payés. Les avantages, importants, acquis par les luttes passées des travailleurs du Livre (notamment la possibilité de refuser de passer d'un poste à un autre, de qualification différente...) sont également remis en cause par le Plan Lecat.

L'ATTITUDE DES RÉVISIONNISTES A LA TÊTE DE LA FÉDÉRATION CGT DES TRAVAILLEURS DU LIVRE :

Après avoir, au début, participé à la Commission Lecat et s'être «félicité de voir incluses dans le rapport de celui-ci les propositions qu'elle a eu l'occasion d'avancer maintes fois» et considérer le rapport comme «sérieux». La FFTL mène aujourd'hui bruyamment campagne contre «le plan Lecat qui brade l'imprimerie nationale». Ce qui est mis en avant par les faux communistes qui dominent la Fédération du Livre, c'est le fait que plus de 60 % des travaux seraient confiés à l'étranger (alors qu'eux-mêmes ne se privent pas de faire tirer en RDA quand bon leur semble) et «une grave déqualification», brisant en un même mouvement le «monopole syndical de l'embauche» et des cloisonnements corporatistes. Bien que là aussi, ce n'est pas ce qui avait empêché Roland Leroy (directeur de l'Humanité membre du bureau politique du P«C»F et... récent éditorialiste du «Parisien Libéré-Spécial Grèves») d'annoncer aux ouvriers de la Presse qui tiraient la revue agricole révisionniste *La Terre* qu'elle serait désormais sortie par une imprimerie de Labeur du Groupe Hersant !

Les dirigeants révisionnistes ont déjà déclarés, en effet, que «face aux conflits qui se multiplient et à la tension qui ne cesse de monter dans la profession, il est temps d'entreprendre de véritables négociations». Mais négocier sur quoi ? Avec quel rapport ? Quelle unité des travailleurs du Livre ?

Alors que le Plan Lecat tente de démanteler l'imprimerie (et la FFTL avec), et que la répression de la bourgeoisie se fait plus dure, la réponse du syndicat qu'animent les faux communistes du P«C»F, c'est de s'en remettre aux élus parlementaires révisionnistes et de n'organiser que des journées de protestations platoniques de 24 H (où seul le torchon d'Amaury paraît : le P«C»F lui accordant la «liberté» que ses gorilles refusent aux diffuseurs du Quotidien du Peuple tant dans les manifestations, comme le 4 octobre, que devant France Soir...)

Mais les luttes nouvelles dans le Livre (Caron, Imro...), l'opposition qui se fait jour dans les rangs même des travailleurs du Livre de Paris comme de province, leur contestation du corporatisme et de l'individualisme bourgeois qu'entretient la direction révisionniste de la FFTL, tout cela prouve que dans le livre aussi, contre le chômage et la répression une autre voie est possible ?

Les 235 travailleurs de l'imprimerie Chauffour à Vitry sont en lutte avec occupation depuis 11 mois.

C'est le 10 février de cette année, que les travailleurs de Chauffour apprenaient la décision du Tribunal de commerce de Paris de liquider les biens de leur entreprise, et donc de les mettre à la rue. Aussitôt, ce sera l'occupation jour et nuit, afin de garder les locaux et le matériel. A plusieurs reprises, la bourgeoisie tentera de les faire évacuer mais elle y renoncera devant leur détermination.

Mardi 9 décembre, il y

a 4 jours, le tribunal des référés ordonnait «l'évacuation des locaux, dans les 48h», sous menace d'intervention des CRS. Jeudi matin, devait avoir lieu l'évacuation : face à ces menaces, il s'agissait de riposter.

Jeudi à 12 h, se tenait un meeting d'avertissement devant Chauffour. A la même heure, les rues avoisinant l'usine sont barrées par les gendarmes, qui détournent la circulation. Dans plusieurs endroits, les voitures de CRS vont et viennent rapidement. La bourgeoisie ne s'y est pas trompée... En effet,

2000 travailleurs sont là, venus des différentes imprimeries parisiennes, notamment ceux du Parisien Libéré. C'est l'enthousiasme, malgré le froid tenace, la conscience que «tous ensemble, on est fort». Les 2000 travailleurs présents prouvent la volonté de gagner et aussi la profonde solidarité qui unit les travailleurs des différentes imprimeries face aux menaces de la bourgeoisie. Le matin, les flics ne sont pas intervenus, la direction n'a pas osé !

Oui, c'est bien le rapport de force qu'ils ont imposé

ce matin qui vient de faire reculer momentanément la bourgeoisie. Et c'est cette voie qu'il faut amplifier ! Il ne suffit pas comme le disaient les révisionnistes de l'union départementale CGT de Vitry, de réclamer des négociations sous prétexte «que seule une négociation sérieuse peut mettre fin au conflit» car en disant cela, qu'est ce, sinon enterrer la lutte ? Faire reculer la bourgeoisie, obtenir le maintien de tous les emplois, passe par la construction d'un rapport de force suffisant. La riposte de ce matin n'est qu'un premier pas. Un travailleur le disait : «L'évacuation est hélas toujours à l'ordre du jour» tandis, qu'une vieille travailleuse de l'imprimerie en chantant la chanson des travailleurs de l'usine, faisait remarquer que les flics l'avaient suivi tout le matin et faisaient le tour de l'usine sans arrêt. Il va falloir dépasser «l'arrêt de travail en signe de protestation» si l'on veut s'opposer à l'évacuation. Chauffour vaincra !



«LE LIVRE, C'EST ÇA AUSSI»

Quotidien du Peuple : Camarade, tu travailles dans une petite imprimerie du Labeur, des Alpes Maritimes, quelles sont les conditions de travail dans cette entreprise ?

Joël : C'est une boîte d'impression sur sac et sur papier d'emballage (pour les publicités Prisunic, les boucheries...). Avec une part importante de matériel assez moderne, avec au moins un professionnel par machine, (souvent deux : le conducteur et son aide). Des femmes, toutes O.S., travaillent comme «receveuses» (ramassant les sacs à la sortie des machines et faisant les paquets). On fait les 2x8 et sans cesse la pause est rognée, soit disant «remplacée» par une prime de roulement. Comme si c'était ça qui empêchait les ulcères à l'estomac ! Des accidents sont fréquents : 2 fois des doigts arrachés, 1 fois une main ouverte, en quelques mois... Il y a partout des affiches «défense de nettoyer les machines en marche». Mais pour avoir la prime de production (jusqu'à 300F par mois, parfois), on ne peut pas s'arrêter !

QdP : Et les salaires, sont-ils les mêmes pour les ouvriers du Livre Parisien ?

Joël : Non, on en est loin, dans le labeur : de 1 600 F à 2 200F pour des O.P., ce n'est pas le bout du monde ! Le livre, c'est cela aussi ! Par contre, dans la presse (à «Nice-Matin»...) les salaires sont, en général alignés sur les salaires des Conventions du Livre obtenues sur Paris.

«Chaix vivra» (Saint-Ouen)

L'imprimerie Chaix est à nouveau en lutte : depuis une semaine, 600 travailleurs occupent à nouveau leur entreprise menacée de liquidation.

UNE «DEUXIÈME MANCHE» POUR L'EMPLOI

o La première attaque date d'octobre 74, où le

tribunal de Commerce de Paris annonçait la liquidation du groupe Desfossés-Chaix-Néogravure et son éclatement. Tandis que la Néogravure, proprement dite, disparaissait, Chaix St Ouen continuait, suite à un accord avec le ministère de l'Industrie, réduit à des promesses. La section CGT, dominée par le révi-

sionnisme, avait alors proclamé que «Les travailleurs rentraient victorieux», alors que rien n'était joué en fait...

o Malheureusement, les travailleurs paient cher les illusions développées par les faux communistes !

Dès août 75, la direction annonçait un nouveau plan de restructuration avec 430 licenciements à la clef. Chaix ne vivait plus que par les subventions d'Etat directes ou indirectes (la SNCF faisant des avances sur commandes), tandis que des clients retiraient leurs travaux, faute de «crédibilité industrielle et financière».

o Le plan de redressement en fait, aboutira le 21 novembre à un dépôt de bilan ! Pour en finir, le gouvernement est prêt aujourd'hui, à lâcher 1,5 milliards d'AF pour couvrir les licenciements !

LE DOS AU MUR ; SE BATTRE POUR QUE CHAIX VIVE !

o Aujourd'hui, les ouvriers de Chaix sont dans une situation difficile, où les ont plongés les révisionnistes (dont certains avouent «ne plus vouloir livrer qu'un baroud d'honneur»).

En fait, pour garantir l'emploi, maintenant, il ne faut plus tergiverser ! Désormais occupée, l'entreprise peut être un gage précieux pour l'emploi. Pour refuser d'aller grossir les rangs des chômeurs et vaincre, il s'agit d'imposer l'extension des luttes dans le livre. C'est cette réelle extension (qui ne se confond pas avec les manifestations communes avec le «Parisien Libéré» ou «Chauffour»...) que les révisionnistes éludent.

Imro (Rouen)

«Nous ne gérerons pas la crise»

Cela fait plus de 2 mois aujourd'hui, que les 125 travailleurs et travailleuses de l'imprimerie Rouennaise Imro sont en lutte avec occupation contre le démantèlement de leur entreprise et les licenciements. Comme ils le disent : «On ne veut pas aller rejoindre les 43 000 chômeurs de la Seine Maritime».

La lutte sans concession a permis entre autre que ceux qui travaillent en équipe de 8 H soient payés 10 H (et la liste de ces revendications arrachées par l'action serait longue...)

Il y a 2 mois, c'est l'annonce du démantèlement de l'entreprise. La direction envisage de restructurer afin de faire tourner l'usine avec un personnel moindre et garder les plus dociles. Mais les travailleurs le disent : «Nous refuserons de gérer la crise. Pour tenir, il faut élargir les luttes» et Imro aujourd'hui est soutenu par des dizaines de sections syndicales de l'imprimerie mais aussi par les cheminots de la région, des métallurgistes de la Basse Indre... Pour gagner, il faut

que chacun participe à la lutte. «Que pourrait faire chaque travailleur s'il restait chez lui, les pieds dans ses pantoufles : il faut lutter» disent les grévistes.

Pendant plusieurs semaines, au mois d'octobre, le syndicat annonce l'ébauche d'une «solution» mais, de semaines en semaines la dite «solution» tarde à venir, alors les travailleurs se rendent en masse à l'étude du syndicat. La police charge, mais leur détermination obligera le syndicat à s'expliquer. Devant la détermination des travailleurs, Lecanuet ne se présente plus dans le secteur, tout maire de Rouen qu'il soit ! Les travailleurs d'Imro montrent, qu'une autre voie est possible dans la lutte de l'imprimerie. Une voie qui va dans le sens de la coordination des luttes, une voie à laquelle les travailleurs d'Imro aspirent comme lorsqu'ils ont rencontré ceux de Caron-Ozanne. Une voie qu'il faut imposer face à celle des révisionnistes de la FFTL qui laissent les différents secteurs de l'imprimerie isolés.

OUI, IMRO VAINCRA !

politique

**CONCILIABLES
DANS LA «GAUCHE»**

SUITE DE LA PAGE 1

ont sans arrêt la défense des libertés à la bouche. Il n'ont rien fait pour demander la libération des inculpés. Mieux, ils se sont retrouvés unis pour accepter d'avance les condamnations «s'il y a complot», comme disait Marchais.

Dans ces conditions, la rencontre Mitterrand Maire et la réunion du comité de liaison de la gauche hier, n'ont rien apporté de nouveau. La CFDT a réaffirmé son attachement au syndicalisme dans l'armée, pendant que PC et PS continuent de la condamner, comme la CGT.

L'annonce, par le comité de liaison, d'une réunion syndicaliste-partis, avant lundi, est donc dans ces conditions une fuite en avant. Il s'agit pour les dirigeants de refaire une unité au sommet, de trouver une sortie honorable à l'impasse actuelle.

Mais ce n'est pas la grande manifestation prévue, présentée comme une «puissance riposte unitaire contre la politique du gouvernement», qui redorera le blason de la gau-

che. Alors que tout un chacun sait que la question qui divise est l'armée, et l'emprisonnement des militants syndicaux, le comité de liaison n'en dit pas un mot, et pour cause. Maire aurait accepté de se ranger dans le cadre de l'initiative commune, à condition qu'on parle des «libertés en général». Ce qui permet de passer sous la table le sort des victimes de la répression.

Cette manœuvre est aussi scandaleuse que l'action réfléchie et systématique de lâchage des syndicalistes emprisonnés la semaine passée. Si la gauche veut maintenant se donner un air de combativité, ce n'est pas au prix d'une manifestation bidon comme celle de samedi dernier, qu'elle réussira à tromper le monde. Les événements récents prouvent avec éclat combien cette gauche officielle est à contre-courant, combien il est nécessaire de s'en défaire, que ce soit pour exiger la libération des inculpés et la levée des inculpations, ou que ce soit pour la lutte d'ensemble à mener contre la politique de crise de la bourgeoisie.

Paul LEFORT

**après le discours de Ségué
se désolidarisant des appelés emprisonnés**

remous chez les syndiqués CGT

En refusant de soutenir les militants, soldats ou syndicalistes poursuivis devant la cour de sûreté, en fixant ses limites «à la fraternité syndicale», Ségué n'a pas fini de provoquer des remous au sein de la CGT. Déjà, lors de la manifestation de riposte appelée par la CFDT vendredi dernier, un certain nombre de sections syndicales CGT s'y étaient associées, contredisant par là la position de la direction confédérale.

Ainsi, à Pêcheiney, à Paris, c'est par un tract commun que les deux sections syndicales avaient appelé à manifester. A Bordeaux, ce sont les deux unions départementales qui, en éditant les tracts des comités de soldats, leur apportaient leur soutien.

Mardi, l'UD CGT refusait toute solidarité avec les emprisonnés, alors que Michel Bourre, militant CFDT de Bordeaux avait été arrêté quelques jours plus tôt. Dans les Postes, à Paris, au PLM et à la SNCF en particulier, les pétitions faites par les sections CFDT ont été largement signées par les militants CGT, qui ne comprennent pas l'attitude de leur syndicat... Depuis, l'argumentation des révisionnistes, par les propos de Marchais et Ségué s'est précisée : «la CFDT est tombé dans le piège gouvernemental, il ne faut pas cautionner les provocations gauchistes, les inculpés sont peut-être coupables...». Cela n'a pas manqué d'aggraver les contradictions vis à vis des travailleurs organisés dans la

CGT, et de susciter des discussions.

«Si rien de valable n'est fait pour soutenir les camarades, quelques soient les désaccords qu'on peut avoir avec eux, ils verront ce que je ferais de leur carte...». Cette réaction d'un vieux postier CGT n'est pas isolée. Car bien d'autres choses sont en jeu : «A partir du moment où le gouvernement s'est attaqué à des militants syndicaux, il y a eu solidarité de tous les gars. Bien sûr, sur la question de l'armée, tout le monde n'est pas d'accord. Il n'y a pas que la question du type d'organisation pour les droits démocratiques, il y a beaucoup de questions politiques qui sont en jeu. Mais les prises de position de Ségué, ça n'est pas passé, et ses arguments sur les gauchistes, qui pouvaient marcher à une époque, ne sont apparus que comme des prétextes». Pour ce militant CFDT, il faut choisir aujourd'hui entre deux voies : céder à la pression de la direction CGT, ce qui veut dire aucun soutien de fait des inculpés. C'est la voie vers laquelle s'engage la direction CFDT, puisque Maire a accepté «d'oublier» momentanément les militants arrêtés. Ou renforcer l'action, en liant la répression sur l'armée à toutes les attaques contre les travailleurs et leurs organisations dans lesquelles se lance la bourgeoisie.

En refusant de soutenir les inculpés, les faux com-

munistes qui dirigent la CGT montrent leur vraie nature. Alors la répression se poursuit, l'organisation d'une riposte globale doit être l'occasion pour les syndicalistes révolution-

naires à la CGT comme à la CFDT d'œuvrer pour l'unité syndicale, et de faire la lumière sur la nature des directions syndicales actuelles.

L'AMBASSADE DE L'URSS «S'ETONNE».

Le P(C)F a pris très au sérieux le film passé jeudi soir à la télévision où étaient projeté un film qui avait été tourné clandestinement dans un «camp de travail» en URSS. Moins de 24 heures après, le bureau politique du P(C)F réagissait par un communiqué. La direction du parti révisionniste a déclaré condamner les pratiques : camp de travail pour opposants politiques, et les faits de répression décrits dans ce document filmé. Elle a instamment demandé à l'URSS d'apporter des précisions sur ces questions, et de publier un démenti s'il y a lieu. L'ambassade de l'URSS a montré son embarras en exprimant son «étonnement» à propos de ce film. Pour l'instant aucun démenti officiel des autorités soviétiques n'est intervenu. La rapidité et le ton inusité du communiqué du BP du P(C)F (qui nous avait plutôt habitué à des louanges du capitalisme restauré en URSS) montre que les révisionnistes sont obligés de prendre de plus en plus nettement leurs distances vis-à-vis de l'image repoussoir pour les masses de la dictature des nouveaux tsars en URSS.

**L'UDR RÉFLÉCHIT...
A LA LIBERTÉ**

L'UDR lance une grande campagne pour... la défense des libertés. Et ceci nous est présenté comme une grande initiative et une offensive politique de l'UDR qui vient de publier un document intitulé : «Réflexions sur la liberté».

L'UDR veut donc participer en son nom propre à la grande campagne gouvernementale sur les «menaces contre la liberté qui pèsent sur notre pays comme dans le monde», et nous faire part de ses «réflexions».

Décidément, dans la majorité, on se préoccupe beaucoup actuellement, de se présenter comme les meilleurs défenseurs de la liberté.

Mais, vraiment l'UDR ne manque pas d'audace : «L'informatique peut apparaître comme la plus grave atteinte à nos libertés». Les écoutes téléphoniques, les plombiers poseurs de micros de la DST, le fichier central Safari sur ordinateur, etc..., n'ont-ils pas été pour le moins «cautionnés» par l'UDR. Faut-il donc s'attendre, de sa part, aujourd'hui, à de vigoureuses protestations et à la dénonciation effective de leurs utilisateurs. L'UDR serait bien placée pour nous faire des «révélations» dans ce domaine.

«Le droit de grève est garanti», nous annonçait-on. Mais attention : «la liberté du travail ne peut être mise en cause». C'est effectivement ce qui a justifié toutes les interventions policières contre les grévistes et celles notamment des CDR qui étaient censés représenter la «majorité silencieuse», on s'en souvient par exemple, lors d'une grève de l'EDF, en

1969. Les CDR n'ont ils pas été constitués en mai 1968 pour défendre le pouvoir gaulliste contre le mouvement gréviste ?

Ce n'est d'ailleurs pas la seule organisation parallèle, créée par les gaullistes ; et les «SAC» ? (services d'action civiques), agissant en étroite relation avec la police qui, en tant qu'administration, doit, comme le dit le document de l'UDR, «observer une stricte neutralité» (!!!), comme, entre autres, celle de faire la claque et la masse dans tous les voyages réalisés par de Gaulle. Les SAC, fondés en 1958 par Foccart, Frey, Sanguinetti, se sont d'abord distingués dans la lutte contre le FLN algérien, puis dans l'assassinat de Ben Barka, avant de disposer d'un document, établi par la DST, daté du 24 mai 68, contenant la liste de marseillais «à regrouper» au stade vélodrome «sur ordre de Paris» en cas de nécessité ; n'y voyez aucune similitude avec ce qui a été fait au Chili ou avec la rafle du Veld' Hiv en 1942.

Quand l'UDR s'inquiète comme l'écrit Chalandon que «la justice est menacée dans son exercice par un syndicalisme révolutionnaire» cela veut dire qu'elle regrette que les pressions que le pouvoir exerce sur les juges ne marchent plus maintenant avec une partie d'entre eux, ceux qui n'hésitent pas à condamner des patrons.

C'est bien, en effet, leur liberté à eux que l'UDR entend défendre comme elle l'a fait depuis près de 18 ans qu'elle est au pouvoir et qui a largement eu le temps de nous démontrer dans les faits qu'elle entend par «liberté».

LES SOLDATS DE LA MAJORITÉ SILENCIEUSE

«Un soldat de la majorité silencieuse», c'est ainsi que se définit le commissaire N'Guyen Van Loc chef de la brigade anti-gang de Marseille leur dernier exploit : le meurtre d'un truand-preneur-d'otages d'une balle explosive dans la tête. Il y a trois mois à Nice, ils avaient déjà tué un gangster dans des circonstances semblables. Le commissaire est un ancien des commandos parachutistes, c'est pourtant un pacifiste précise France-Soir, qui nous apprend qu'il règle aussi les différends familiaux et les querelles entre voisins. De quelle manière, à la grenade, au gros calibre ou à l'arme blanche ?

France Soir ne nous donne pas de détails, mais ne cache pas son admiration pour ce flic, et cite en conclusion les paroles de N'Guyen Van Loc «on m'a permis d'exécuter des malfaiteurs, c'est bien. J'espère qu'on ne changera pas d'avis». Quand on sait quelle extension Poniatowski donne au terme de malfaiteur qu'il applique aux grévistes et aux révolutionnaires ces mots résonnent de façon inquiétante.

**POUR LA HAUSSE DES PRIX AUSSI,
LA RELANCE SE CONFIRME**

Au moment où l'indice des prix de novembre de la CGT accuse une hausse de 0,9 %, une série de hausses sont décidées, en préparation pour décembre-janvier à titre sans doute de cadeau de fin d'année !

Il s'agit d'abord des pneumatiques, dont le prix va être majoré de 5 à 7 % début janvier.

Monsieur Fourcade, qui a, soi-disant, le souci de réduire l'inflation, ne pourra pas, cette fois, dire qu'il n'y est pour rien : il a lui-même, le 22 novembre dernier, rendu aux industriels du pneumatique, la liberté de fixer leurs prix. Sans doute, trouvera-t-il, lui, que la hausse est raisonnable !

Mais pour les travailleurs qui ont pu économiser pour acheter une voiture et qui voient leurs dépenses automobiles prendre une place de plus en plus démesurée dans leur budget, il est peu probable que la hausse passe inaperçue.

L'automobile, qui devait libérer l'ouvrier selon les apô-



2 000 F minimum, c'est ce qu'il nous faut.

tres du capitalisme, est devenue un des moyens privilégiés des patrons et du gouvernement pour leur faire les poches.

D'autant plus que l'essence va être, elle aussi, augmentée ainsi d'ailleurs que le fuel. Cette fois, c'est décidé : le prix de l'essence (ordinaire et super) augmente de 7 centimes par litre à partir de lundi 15 décembre ; le prix du fuel domestique augmente lui,

10 % pour le fuel. Le racket, il n'y a pas d'autre mot, des compagnies pétrolières continue.

«C'est la faute aux rois du pétrole», va-t-on une fois de plus, entendre de tout côté, en référence à l'augmentation de 10 % du brut décidée à Vienne, en septembre dernier, par l'OPEP. C'est le mensonge qui tient lieu d'argumentation depuis deux ans, à toute augmentation de l'essence.

Or, outre le fait que la hausse est immédiatement appliquée (seul le brut saoudien, pétrole de référence, a été augmenté de 10 % ; le pétrole algérien, par exemple, n'a augmenté que de 8,5 %), elle n'engendre pas, de toute façon, une hausse du même ordre sur des produits dérivés tels que l'essence et le fuel.

Qui plus est, avec la baisse de dollar du début de l'année, et du fait que le prix du pétrole était libellé en dollars, le prix du pétrole calculé cette fois en francs, loin d'augmenter, a au contraire baissé considérablement, réduisant d'autant le pouvoir d'achat des pays producteurs.

Quant aux compagnies pétrolières, elles ont pu, du simple fait de ce mécanisme, empocher entre janvier et août 75, 160 milliards supplémentaires. Aussi la hausse qui va être décidée n'est pas seulement trop forte, elle est injustifiée.

Frédéric MONTAGNET

SAINT-GILLES CROIX DE VIE

capitale vendéenne
du chômage

Quand on parle de Saint-Gilles Croix de Vie, beaucoup pensent à la mer, aux vacances, à la plage, etc... Saint Gilles Croix de Vie reçoit chaque année près de 100 000 estivants. Aussi, on pourrait penser que les 8 000 habitants de cette petite ville vendéenne ont bien de la chance d'être toute l'année au bord de la mer à pouvoir regarder les bateaux. Mais tout cela n'est qu'illusion, la situation est toute autre.

France Élégance, usine de prêt-à-porter féminin va fermer ses portes mercredi prochain ! Cette usine emploie 180 travailleuses de la région. Le 1^{er} octobre, quand les ouvrières apprirent que le patron allait déposer son bilan, elles décidèrent d'occuper l'usi-

ne. L'occupation dura une semaine avec de nombreuses manifestations que se soit à la préfecture de la Roche sur Yon ou à la mairie. Pour eux, cette situation est catastrophique. Un délégué CGT témoigne : «Le directeur de la main-d'œuvre nous a promis que l'on toucherait les 90%, ce sera peut être vrai pendant quelques temps mais après ils s'arrangeront bien pour nous les enlever ! La situation ici est dramatique ! Il y a 95 % de femmes qui travaillent, à France-Élégance, les filles ont des salaires de misère, elles sont payées 8,30F de l'heure. Mais ce qu'il y a de plus dramatique c'est que les usines où travaillent leurs maris ferment, elles aussi, petit à petit : Bernard a déposé son bilan. Loué aussi, Joël Morin licencie. C'est Erbel à Coex qui va fermer bientôt en laissant 105 ouvrières sans travail, c'est Rocheland Hesston qui emploie 400 ouvriers qui est arrêté pour 1 mois. Rien qu'à Saint Gilles Croix de Vie sur les trois usines de conserve il n'y en a plus qu'une qui tourne, pour combien de temps ? ». Mais une voiture de sport interrompt notre conversation, elle vient de s'arrêter devant la porte de l'usine : c'est Jacques Bremaud directeur de l'usine. Il s'arrête devant nous et refuse que des photos soient prises de l'intérieur. Il nous dit : «ça ne ferait

qu'envenimer la situation ! ».

Mais pour quicette situation est-elle dramatique ? Pour lui, dont on murmure à Saint Gilles qu'il se serait fait construire une villa de plus de 60 millions et qui roule dans une splendide voiture de sport qu'il s'est payé avec la sueur des ouvrières. Non ! Même si l'usine ferme, lui il ne crèvera pas de faim ! Mais les ouvrières n'ont pas l'intention de laisser faire. La semaine d'occupation qu'elles ont vécu a transformé les rapports qu'elles pouvaient avoir entre elles, maintenant elles se connaissent, elles se parlent. Lundi soir, une assemblée générale est prévue où

elles discuteront des moyens à mettre en œuvre pour sauvegarder leur travail.

Elles n'en veulent plus de cette société où l'on construit un port de plaisance qui revient à plusieurs centaines de millions pour que les bourgeois puissent se distraire, et où elles sont obligées d'émigrer pour peut-être trouver du travail. Elles comptent sur vous lecteurs du Quotidien du Peuple pour recevoir des messages de soutien, envoyez-les à :

Section CGT de France
Élégance
Zone industrielle
85. Saint Gilles Croix de Vie
Vie

José GARCIA

VET FRANCE

«On en a assez des cadences et des bas salaires»

Qui, à Vet France, la lutte continue. La surexploitation, les travailleurs et les travailleuses l'ont trop supportée. Ils le disent avec colère : «On en avait assez des bas salaires, de l'ambiance, des cadences, aussi dès qu'on a vu l'affiche concernant la suppression de la prime, on s'est mis en grève pour demander 6 % d'augmentation sur les salaires, 5 % de prime tous les mois et pour tout le monde. On veut aussi le 13^e mois et l'application de la législation du travail». «A Vet France, ce sont les salaires de misère ; pour ce qu'ils nous payent !». «Moi, j'ai 5 ans de maison, prime comprise, je n'ai pas encore dépassé 1 400 F», «Moi je fais le rendement et je gagne 1 040 F par mois !

Les conditions de travail sont particulièrement infectes et révoltent les ouvrières : «Il y a des postes de repassage et, au fur et à mesure que le pantalon se fait, moi, je suis à la presse, c'est-à-dire au repassage final et je ne presse qu'une partie des jambes car on m'a mis une super-machine automatique et je devrais être à 100 pièces à l'heure. Je tourne comme une folle pour lui arracher les pantalons et je n'ai pas le temps de me moucher, ni même de manger un bonbon ! Cette presse a coûté des millions au patron et il essaie de les récupérer sur mon travail». «Sur les anciennes machines, on pressait 75 pièces à l'heure et maintenant, je dois me contenter de 5 minutes de pause le matin et de 5 minutes l'après-midi. Heureusement, on «soigne» les femmes enceintes : on les laisse sortir une minute avant les autres ! Maintenant, on est en grève, on va essayer d'aller jusqu'au bout».

Une assemblée générale a eu lieu, jeudi après-midi. La solidarité s'organise, c'est plus de 7 000 F qui ont déjà été récoltés à Lisieux.

Correspondant Caen

FURNON (St Chamond)

6^e semaine de lutte

Les travailleurs de l'usine de Furnon à St Chamond, rentrent aujourd'hui dans leur 6^e semaine de grève. Dans la vallée du Gers et dans la ville de St Chamond, les travailleurs sillonnent les routes pour faire connaître leur lutte : la popularisation et les collectes se font dans les usines de la région ainsi que sur les marchés populaires aux alentours.

DES «RELATIONS»
HUMAINES...

Mais une telle lutte dans la région est dangereuse.

Aussi, la répression continue sous toutes ses formes. Après les coups de feu tirés sur les grévistes il y a quelques jours, l'coup de feu tiré avec un pistolet et de gros calibre reconnaît un commissaire !, la direction multiplie aujourd'hui les pseudos communiqués émanant soit disant des non-grévistes comme celui-ci : «La CFDT sacrifie l'intérêt des non-grévistes et des grévistes -chaque journée perdue représente 0,5% du salaire annuel, 20 jours de grève représentent 20% du fruit d'une année de labeur». Mais les travailleurs sont trop bien placés pour savoir que «le dur labeur» (cadences, bas salaires) n'a rapporté qu'au patron. La direction tente de faire admettre le mythe sui-



Extraits de la revue publicitaire du patron

En cours d'assemblage, des vérifications systématiques sont faites. Bien que n'étant pas encore terminés, le vêtement subit déjà plusieurs repassages. Ces opérations contribuent grandement à l'excellente finition des vêtements. FRANCE ELEGANCE



Extraits de la revue publicitaire du patron

USINOR
veut rentabiliser
à Trith-Saint-Léger

Usinor va éteindre ses hauts-fourneaux de l'usine de Trith-Saint-Léger. C'est ce qui a été dit de façon nette, mercredi à Paris par la direction. Par contre, dans le même temps, l'annonce était faite de la création prochaine d'une usine de poutrelles métalliques et d'un atelier de roues et essieux en expansion.

Bilan de cette petite opération : un plan de 2 000 licenciements, pudiquement appelés «emplois perdus» par «la voix du Nord» du 12 décembre. Bien sûr, la direction d'Usinor n'envisage pas (pour l'instant du moins) de licenciements collectifs. Les départs en retraite et les déplacements de personnel vers Deanin devraient suffire à équilibrer les choses assure-t-on.

Les patrons d'Usinor et la bourgeoisie locale font tout pour minimiser les conséquences de cette manœuvre pour les travailleurs. Ils font miroiter la venue d'Américains qui (paraît-il) viendraient s'installer dans la région. Ils ont peur de la réaction des travailleurs qui ne vont sûrement pas accepter tout cela sans rien dire.

Esswein Thomson
(La Roche sur Yon)

La direction par différentes manœuvres a obtenu des signatures des non-grévistes. Elles les utilisera aussitôt pour traduire 10 délégués au tribunal des référés sans que ceux-ci n'aient le temps de prendre un avocat. Les délégués soutenus par de nombreux grévistes qui se sont rendus aussitôt au tribunal ont réussi à obtenir le report à mardi du jugement. Quelque soit le verdict les travailleurs sont déterminés à poursuivre le mouvement et à empêcher toute répression à l'encontre de leurs camarades.

Corresp.

Toulouse : les travailleurs
refusent le chômage !

Le patron de l'entreprise «Bastianni» à Toulouse, vient de déposer son bilan. Les 250 travailleurs de l'entreprise sont menacés de se retrouver dans la rue, sans travail, ainsi que 400 autres, qui travaillent dans les filiales de sous-traitance. La riposte ne s'est pas faite attendre : depuis lundi soir, ils occupent l'usine.

Mais ce n'est pas tout, puisque la société ERT (Etudes et Réalisations Thermiques) menace elle aussi de fermer. Mais il n'y a pas de petits profits : avant de fermer, le patron, par l'intermédiaire du syndicat, a entrepris d'employer «pendant quelque temps encore» quelques travailleurs afin de terminer le chantier en cours. Et, puis après, on se débarrasse des travailleurs ! Mais les travailleurs ne partagent pas tout à fait le même point de vue, puisqu'ils viennent d'occuper leur entreprise. Chantier ou pas chantier, ils refusent d'être à la rue !

angers

les luttes continuent :

DBA (garnitures de frein, appartenant au groupe Bendix).

Les travailleurs sont en grève illimitée. Les revendications portent sur les conditions de travail. (Il y a déjà eu plusieurs victimes dans ce bagne capitaliste) les cadences, les salaires : une augmentation uniforme de 300 frs pour tous est demandée. Les travailleurs demandent également que la promotion ne s'effectue plus en fonction de «la tête du client» mais de l'acquis.

BRAUD :

Des débrayages ont lieu pour continuer la lutte contre les licenciements et demander plus de libertés syndicales.

SORETEX :

Hier, les travailleurs ont effectué plusieurs débrayages de 15 mn pour protester contre le licenciement d'un délégué CFDT. Alors que la direction invoque l'absentéisme, les travailleurs s'opposent à ce licenciement qu'ils jugent inadmissible et qui s'inscrit dans le cadre de la répression anti-syndicale de la direction. (Ce militant faisait partie du comité de grève lors de l'occupation de l'usine en Octobre).

Correspondant Angers.

Richard FEUILLET

Allemagne : SOCIAL-DEMOCRATIE (2) ET DICTATURE BOURGEOISE

Reportage Yves BEAUMONT

la terreur policière en RFA

La terreur policière ne fait que se renforcer. Ainsi à Stammheim, faubourg de Stuttgart où sont jugés les membres de la Fraction Armée Rouge, la ville est soumise depuis des mois à un quadrillage policier intensif : en dernière analyse, le seul fait d'habiter la ville suffit à rendre suspect. Le quadrillage a plusieurs fois été étendu à toute la ville de Stuttgart. De quoi compléter les fichiers... En mars 1975, l'enlèvement du leader démocrate-chrétien réactionnaire Lorenz a donné lieu à un nouveau déchaînement de terrorisme policier. A Berlin 4000 flics furent mobilisés avec casques, gilets pare-balles, mitraillettes, chiens policiers, lances à incendie. Les alliés ont aidé à transporter jusqu'à Berlin 300 policiers venus en renfort de Bavière Rhénanie-Westphalie et Hes-

se, ainsi que 260 flics du Bundeskriminalamt (Bureau Criminel Fédéral). 80 maisons furent perquisitionnées la même nuit. Certains ont eu droit à des perquisitions à la suite de simples dénonciations : c'est un individu bizarre, il y a de la lumière tard chez lui, il reçoit beaucoup de monde, il doit s'agir de réunions politiques. Les perquisitions furent conduites d'une façon extrêmement violente : portes enfoncées, meubles détruits, fenêtres brisées, matelas éventrés, etc. La même nuit 4000 voitures furent fouillées de fond en comble, toutes les rues étaient barrées par les flics. Ce fut aussi l'occasion pour perquisitionner chez des avocats et leur confisquer les dossiers d'affaires qui n'avaient rien à voir avec l'enlèvement de Lorenz mais qui intéressaient

beaucoup la surveillance des révolutionnaires.

A l'heure actuelle il y a à Berlin des barrages de police quotidiens dans les rues. D'autre part, la Cour de Cassation allemande vient de légaliser les pratiques de photographies de militants, manifestants, simples passants, etc par la police.

On sait aussi que les écoutes téléphoniques sont pratiquées à grande échelle et sans le moindre complexe.

A Darmstadt, on vient d'adopter une nouvelle formule de contrat de location pour les appartements qui permet au propriétaire d'expulser sans autre forme de procès un locataire qu'il soupçonnerait d'être révolutionnaire.



interview de Otto Schily avocat à Berlin

QdP : Quels sont les procès politiques qui se déroulent aujourd'hui en RFA ?

Schily - Il y a celui de Kaiserslautern. La semaine prochaine s'ouvre à Hambourg un nouveau procès contre

la fraction armée rouge. Il y a un procès à Berlin contre des étudiants. Il y en a un contre le KPD* qui n'est pas la même chose que le KPD qui a été dissous. Il y a un procès à Cologne. Il y en a un à Heidelberg contre les membres du KBW**

Est-ce qu'on constate un renforcement de la police en FRA ?

Il y a un accroissement considérable de la police. Le ministre de l'intérieur s'en vante. Ils ont des millions de marks. Ils ont des groupes mobiles d'intervention des forces spéciales. Mais ce qui est le plus important et le plus effrayant c'est le système de surveillance. Ils préparent une loi nouvelle en Basse-Saxe qui dit que tous les fonctionnaires sont obligés de donner des renseignements à la police politique. Dès que vous avez un contact avec un organisme public, c'est transmis. La Cour de Cassation a déclaré il y a quelques semaines que la police a le droit de prendre des photos de qui elle veut (dans une manifestation, dans une réunion de citoyens). Dans les aéroports, ils photocopiaient tous les passeports.

Y a-t-il des écoutes téléphoniques ?

Mon téléphone est contrôlé, j'en ai la preuve. J'ai mon bureau à Berlin. J'avais pris un rendez-vous par téléphone avec un soldat américain et les flics américains sont arrivés presque en même temps que lui. Ils ne pouvaient le savoir que par écoute.

Certaines personnes parlent de fascisme en RFA, qu'en pensez-vous ?

Dans la situation présente, ce n'est pas un état fasciste. Il y a un danger de renaissance du fascisme, d'une nouvelle forme de fascisme. Un signe alarmant est que les forces qui constituent l'autorité de l'Etat à l'heure actuelle se sentent dans une tradition du fascisme. Ils ne se situent pas dans

la tradition de résistance au fascisme. Des détails le prouvent : un membre de la cour suprême nazie (Volksgerichtshof), Rehse, a signé 236 condamnations à mort dans ce cadre. Il a été jugé et on l'a libéré car « il était juge et il n'a fait que son devoir ». Pour moi, c'est le pire des meurtriers, un meurtrier de sang-froid. Un travailleur communiste avait été condamné à mort pour résistance au fascisme, récemment un journal fasciste l'a traité de meurtrier, ses parents ont voulu faire condamner le journal : ils ont perdu le procès.

* D'après le KPD, il y aurait actuellement des procès engagés contre tous ses bureaux de presse pour pouvoir étouffer son journal.

** KBW : Union Communiste de l'Allemagne de l'Ouest, se réclame du Marxisme-Léninisme.

L'EMPIRE SPRINGER

Un élément important de l'appareil de la dictature bourgeoise en République Fédérale Allemande est le trust Axel Springer. Ce capitaliste archi-réactionnaire contrôle la majorité de la presse. En 1967 : cinq quotidiens (dont «Die Welt») tirant à 8 millions d'exemplaires (soit 40,7 % des tirages de quotidiens de RFA), huit hebdomadaires et cinq mensuels. Il contrôle 90 % de la presse pour la jeunesse. A Berlin, il contrôle 60 % de la presse.

Sa publication la plus importante est «Bild», qui s'adresse à un public populaire et peut être comparé à un mélange de l'«Aurore», du «Parisien Libéré» et de «Minute». Springer a été à l'origine de toutes les campagnes de presse réactionnaires en Allemagne.

dans notre courrier

" j'ai vécu six ans à Jérusalem..."

Il y a tout juste un an : j'étais à Jérusalem - Palestine occupée - où j'ai vécu 6 ans, 6 longues années au milieu de la population arabe de la vieille ville, vivant d'un travail artisanal comme la plupart des gens - ceux qui peuvent encore y vivre (les leaders ayant été expulsés), vivant au jour le jour avec les voisins, les amis, la situation d'un pays occupé. Le «problème israélo-palestinien» a pris la forme de visages, de personnes bien précises et aimées. La guerre de 73 vécue au milieu de ce peuple qui a redressé la tête est une expérience bouleversante.

Pendant ces 6 ans, j'ai pu voir le fossé se creuser toujours plus profond à cause de l'intolérance des uns et de la prise de conscience des autres qu'ils sont «de trop». Car, le plus

révoltant, ce n'est pas de voir la situation due à une occupation - qu'ont connue et connaissent tant de pays - et qu'on pourrait en jugeant rapidement trouver «intelligente» : le plus révoltant, c'est de voir : - d'abord, que tout le système vise à vider le pays de sa population arabe ;

- puis, de voir comment le reste de la population arabe est progressivement parquée (un député israélien lui-même ne vient-il pas de parler d'a-partheid...).

J'ai vu le pays se vider d'une façon très rationnelle, presque élégante pour que le bon renom de ce «jeune Etat courageux» soit sauvegardé... Cela a commencé pendant la guerre en 67 où tout a été mis en place pour effrayer la population et les inciter à quitter le pays : Le che-

min de Jericho est ouvert, vous pouvez passer la frontière», hurlaient les hauts-parleurs... Puis au jour le jour : expulsion des leaders sous le moindre prétexte - expulsions de ceux qu'on arrête par «prévention», sans jugement (c'est ainsi qu'on n'a plus revu Nicolas, notre voisin) - travail lent et incessant auprès de la population jeune (un étudiant qui veut continuer ses études ou se faire une situation au Canada ou en Australie en aura toutes les possibilités... billet même... mais sur son passeport est marqué «réfugié» - passeport de non retour...) on sait que les frères et les sœurs suivront... puis la famille. J'ai vu partir Hanna, quelques années après 67, puis Mohamed, Sliman, Boutros, et tant d'autres. Beaucoup de branches universitaires sont fermées aux Arabes,

ainsi que de nombreux métiers. Le secteur touristique est aux mains des Israéliens ; alors... il faut chercher ailleurs, il faut vivre. Oum Simaca, notre voisin disait : «Quand l'aîné aura fini son secondaire, il faudra penser à partir...». Yacoub voulait faire électronique - réservé aux Israéliens.

J'ai vu partir Raymond pour l'Australie où il rejoignait son frère aîné, 18 ans, bachelier, il était apprenti-mécano dans un garage israélien ! «Un jour, je ferai un malheur», disait-il. Je l'ai entendu hurler sa souffrance et sa révolte : «Eux, arrivent en masse et moi, je suis obligé de partir». C'était le moment de l'entrée des Russes, et il lui a fallu trois mois de démarches pour qu'il ait la possibilité de retour, et la saignée, très forte après 67, continue.

Ramallah est réduite de moitié... et Bethléem...

Vider le pays, c'est le moyen le plus subtil d'en faire «un seul peuple, un seul Etat, une seule race». Je ne ferai que mentionner l'intolérance vis-à-vis des Israéliens-chrétiens. J'ai rencontré plusieurs couples de Kibboutz obligés de les quitter parce qu'on n'acceptait pas qu'ils aient une autre religion... Intolérance de tous les jours, mépris profond de celui qui se croit d'une race supérieure. «Qu'est-ce que je te ramène de Damas», a dit un collègue d'ateliers israélien à Raymond, en 73, en partant au front.

Mais pour comprendre à quel niveau cela se situe, il faut voir des soldats de 18 ans en mini-jupes fouiller avec arrogance et mépris les vieux cheiks d'Hebron,

les sages d'Orient dans leurs costumes majestueux !

J'ai vu les Arabes parqués progressivement. Jérusalem est assiégé. Prise en tenailles dans des quartiers neufs horribles, fortifiés. En quelques mois, on a construit une ville neuve israélienne sur les hauteurs de l'Hebron... sans parler des kibboutz comme autant de points stratégiques... et, périodiquement, des groupes veulent des villes dans le dernier bout de Samarie. Intolérance... rejet... racisme.

Aujourd'hui, j'apprends que l'armée israélienne vient de bombarder des camps de réfugiés palestiniens... En 70, ils les ont, par personne interposée, expulsés de Jordanie. Ce mois-ci, ils ont essayé au Liban. Jusqu'à quand ?

sur FR 3 jeudi soir

«LES PROIES»

Ce sont les mésaventures d'un soldat nordiste blessé, recueilli pendant la guerre de sécession dans un pensionnat de jeunes filles sudistes, que nous conte Don Siegel, dans le film «les proies». De la guerre de sécession, il n'est pratiquement pas question, elle n'est présente que comme arrière-plan. Il ne s'agit pas d'un film historique, ni d'une peinture des mœurs de la société sudiste, mais de la destruction progressive d'un homme seul dans un monde de femmes qui finiront par le tuer. Tout concourt à démontrer ce propos du réalisateur : «Les femmes sont capables de tromperie, de vol, de meurtre, de tout. Leur innocence cache autant de mal que les membres de la Mafia. Chaque adolescente qui semble inoffensive est capable de tuer». Pour nous amener à une conclusion de la sorte, antiféministe jusqu'à la caricature, Don Siegel n'affirme rien, il suggère, insinue. Toute son habileté consiste à passer insensiblement de la situation du début : des femmes sensibles recueillent un soldat ennemi blessé qui trompe leur bienveillance en se faisant passer pour non-violent, alors qu'en réalité, c'est une brute et un pillard ; au dénouement où le soldat est victime de femmes redoutables. Entre ces deux situations, le film enchaîne avec une telle ri-

gueur que la conclusion, jamais exprimée, va s'imposer à notre insu : les femmes sont des êtres pervers, et leurs actes, surtout quand ils semblent partir d'un sentiment de dévouement, sont cruels. Ainsi l'amputation de la jambe de John Mac Burney n'est pas destinée à le sauver de la gangrène, mais à l'empêcher de partir du pensionnat. Comme le plat de champignons qui seront fatals à Mac Burney, les femmes apparaissent délectables, sans danger, en fait vénéreuses. Quoi qu'elles fassent, les apparences leur resteront toujours favorables. On ne peut pas dire qu'elles ont tué. On ne sait si Mac Burney a été empoisonné par les champignons qu'elles lui ont servis ou a été victime d'une crise cardiaque, le film se contente de suggérer.

La «perversité foncière des femmes», ce thème réactionnaire a inspiré plus d'un film, ce qui est nouveau dans celui-ci, c'est qu'il veut montrer que leur complicité est plus forte que leurs jalousies, que, si elles se déchirent pour posséder un homme, elles s'unissent pour le garder prisonnier et pour le perdre. Autre particularité de ce film, c'est que les idées réactionnaires qu'il véhicule sont distillées avec une certaine dose de subtilité, maîtrise et talent, c'est ce qui en fait le danger.

dans notre courrier

LES JOUETS DE NOËL : «C'EST PROMIS TU L'AURAS POUR NOËL...» !

J'aimerais que cet article soit publié, car au moment de Noël, aucun article ne parle des jouets et de la signification qu'en donne la bourgeoisie.

A l'approche de Noël, les conversations vont bon train le matin et le soir dans le bus, à propos des petits cadeaux de fin d'année. Mais quelle indignation dans la bouche de ces deux mères de famille qui reviennent de faire le tour des grands magasins de Nancy, à la recherche de jouets pas chers pour leurs enfants.

«C'est vrai, dit l'une d'elles, pour une poupée, il faut compter 100 F, un petit soldat, 7,50 F et les jouets de construction, n'en parlons pas. Comment font les familles nombreuses. J'ai même vu une poupée «clochard». Vraiment, on se moque de nous, et puis quoi encore ? Bientôt on vendra des poupons chômeurs. Je trouve ça scandaleux, surtout en ce moment».

Voilà ce que nous propose la bourgeoisie au moment où elle met en chômage des centaines de travailleurs : des jouets à des prix inabordables, qui

insultent le peuple, qui sont exposés dans les magasins, un mois et demi avant les fêtes de Noël pour exciter l'envie des enfants.

Parlons aussi de la St-Nicolas. Devant le Prisunic de Nancy, il arrêta les enfants et une amie m'a raconté comment cela se passait. Le St-Nicolas s'est adressé à son petit garçon pour lui demander s'il avait été sage. Et comme le petit garçon acquiescait,

il lui a demandé : «Alors, qu'est-ce que tu veux pour ton Noël ?» — «un grand train électrique automatique». — «Et bien, c'est promis, tu auras ça pour Noël».

La mère : «Mon petit garçon est persuadé qu'il va l'avoir, il m'en parle tous les jours. C'est dégoûtant de faire ça, car nous n'avons pas les moyens de lui faire un cadeau pareil».

Moi aussi, ça m'écoeure.



A Lyon, il ne se passe pas de jour sans que nous recevions dans notre boîte à lettres des catalogues de jouets à l'occasion de Noël.

Dans l'un d'entre eux, quatre pages sur les jeux de société. On connaissait déjà le Monopoly. Et bien, la bourgeoisie a complété son arsenal : «L'actionnaire», «Banco sur le pétrole», «l'électorat», «le jeu de l'économie», «jumbo jet», etc..., autant de jeux qui visent à donner à nos enfants, aux enfants des travailleurs, à la fois l'idéologie arriviste, individualiste que prône la bourgeoisie et en même temps, l'illusion de sortir 1 heure ou 2 de la situation de misère qui est la leur.

Le Quotidien doit dénoncer de telles pratiques.

feuilleton

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

Il y a bientôt un an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée ; Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

Chaque garde a sous sa responsabilité un certain nombre de maisons, il est chargé de communiquer les ordres des Houillères, les papiers aux mineurs. Ainsi, les mineurs sont-ils facilement changés de poste, convoqués pendant qu'ils sont au repos. Ces gardes sont chargés de surveiller les mineurs en maladie. Ils exercent des pressions sur les familles. Ils doivent aussi surveiller l'entrée des puits. Les semaines précédant le Tribunal Populaire du 22 mars, c'est eux qui appelaient la police et l'aidaient à faire la chasse aux membres de la commission populaire qui distribuaient des tracts aux sorties des fosses. C'était début février, chez Yvonne, en face du 4 de Lens. Dans le café, chaque mineur avait entre les mains un exemplaire du «Mineur accuse», diffusé à la sortie de 13 heures par la commission populaire. Les gardes rentrent dans le café. «Demande-leur à eux ce qu'ils en pensent» dit un mineur. Tout le monde rit. Ce jour là, ils venaient seulement boire. «Si on parle, on risque un billet de 15 jours» commentaient les mineurs.



fourrées dans les maisons informent les Houillères de l'état d'esprit des mineurs.

L'EDUCATION SURVEILLÉE

Il y a jusqu'à l'éducation

tions familiales, alors remplacées par des bons de nourriture, à l'enlèvement des enfants à leurs familles. Le tout accompagné de descente de police avec le fourgon.

LES RAGOTS

Pour les Houillères, tous les moyens sont bons pour tenter de diviser les mineurs, y compris encourager les ragots sur les familles des 42 tués. Le 1^{er} mars, à la 5^e réunion de la commission populaire, l'Association de défense des familles des victimes de la catastrophe a dénoncé «les ragots selon lesquels les familles des 42 mineurs tués à Liévin circuleraient sous les millions». L'association a déclaré que «tous ces faux bruits servent à isoler les familles des 42 mineurs tués à la fosse 3, du reste de la population ouvrière et même des mineurs et à faire accepter l'accident en accreditant l'idée que les familles ne sont pas à plaindre».

Depuis que les mineurs ont commencé à prendre eux-mêmes en main l'enquête avec la commission populaire, à dénoncer les Houillères, les pressions se sont accentuées.

(à suivre)

DANS LES MINES LA REPRESSION EST QUOTIDIENNE

LES GARDES DES MINES

Le système des gardes des corons qui sont des employés des Houillères illustre parfaitement les moyens d'oppression sur les mineurs.

Les gardes des mines étaient autrefois d'anciens adjudants ou d'anciens gendarmes, aujourd'hui aussi, mais moins ; ils sont souvent d'anciens porions.

LES ASSISTANTES SOCIALES

Les assistantes sociales des Houillères, toujours

programme

SAMEDI 13 DÉCEMBRE

TF 1

14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS

19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES

19 h 45 - LA VIE DES ANIMAUX

20 h 00 - JOURNAL

20 h 30 - NUMERO 1 : GUY BEDOS

21 h 30 - PEYTON PLACE

22 h 15 - PRESTO

23 h 15 - JOURNAL

A 2

14 h 05 - SAMEDI DANS UN FAUTEUIL

19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES

19 h 45 - Y'A UN TRUC

20 h 00 - JOURNAL

20 h 30 - LEOPOLD LE BIEN-AIMÉ

22 h 15 - DIX DE DER

23 h 35 - JOURNAL

FR 3

18 h 25 - ÉMISSIONS RÉGIONALES

19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES

19 h 55 - JOURNAL

20 h 00 - THALASSA

21 h 25 - ERREURS JUDICIAIRES

21 h 50 - JOURNAL

DIMANCHE 14 DÉCEMBRE

TF 1

15 h 45 - DIRECT A LA UNE

17 h 25 - PEYTON PLACE

19 h 45 - JOURNAL

20 h 30 - «POUR QUE VIVENT LES HOMMES» - film de S. Kramer (1955)

22 h 40 - QUESTIONNAIRE

23 h 40 - JOURNAL

A 2

14 h 05 - MONSIEUR CINÉMA

14 h 50 - HEC RAMSEY

16 h 20 - MARIONNETTES

16 h 35 - PIÈCES A CONVICTION

16 h 40 - VIVRE LIBRE

20 h 00 - JOURNAL

20 h 30 - SYSTÈME 2

21 h 40 - «LES ILLUSIONS PERDUES»

23 h 25 - JOURNAL

FR 3

19 h 30 - TECHNIQUES DU CINÉMA DE DEMAIN

20 h 05 - LES ANNEES ÉPIQUES DU CINÉMA

20 h 30 - HIÉROGLYPHES

21 h 20 - JOURNAL

* Marx et Engels disaient de Balzac qu'ils avaient plus appris, sur leur époque, en lisant ses ouvrages qu'en lisant tous les autres livres et documents. Il a donné un portrait fidèle sur beaucoup d'aspects de la vie au 19^{ème} siècle et plus particulièrement en ce qui concerne celle de la bourgeoisie. Le feuilleton télé, «Les illusions perdues» n'endommage pas l'œuvre. Dimanche à 21h40, nous assisterons au 4^{ème} et dernier épisode. Lucien, le noble déclassé, journaliste «d'opposition» se voit tendre un traquenard dont le but est de définitivement le chasser de la capitale. Le piège consiste à lui proposer d'écrire dans un journal royaliste. Attiré par la promotion, il accepte et du même coup se discrédite.

Il ne faudrait pas voir dans l'histoire de Lucien de Rubenpré, l'histoire d'un individu en particulier. Nous y reviendrons lundi en parlant de la presse à l'époque où écrivait Balzac.

international

interview de mahmoud hussein PAYSANS ET OUVRIERS CONTRE SADATE

suite de la page une

La France n'a plus les moyens de sa politique. Et certains commentateurs bourgeois se posent la question aujourd'hui des «contrats industriels» signés avec l'Egypte. Rappelant les contrats signés en Iran et en Irak qui ne sont toujours pas réalisés, ils se demandent ce que peut bien signifier la signature de tels contrats, qui ne se concrétisent généralement pas. De plus, l'aide technologique française - à part les armements - concerne des domaines mineurs (télévision, métro du Caire, etc...). Seule la nature réelle des accords, qui seront passés à la fin de la visite de Giscard en Egypte permettra de mesurer la portée de l'entente franco-égyptienne à la veille de la Conférence Nord-Sud.

Camille NOËL

L'auteur égyptien, Mahmoud Hussein a accepté de nous donner un aperçu sur les luttes du peuple égyptien. Bien que nos appréciations respectives sur la Résistance Palestinienne et l'Etat d'Israël divergent, sa connaissance précise du peuple égyptien nous paraît être un solide moyen pour connaître ce peuple.

Quotidien du Peuple : Sous Nasser l'Egypte s'est industrialisée. Pourriez-vous nous en dresser un bref tableau ?

Environ 200 usines principales ont été construites sous Nasser, qui ont entraîné avec elles d'autres usines. Cela correspondait à la volonté de créer une industrie indépendante, mais sans se préoccuper systématiquement des matières premières nécessaires pour les faire tourner ainsi certaines usines chimiques doivent importer leurs matières premières d'URSS, ailleurs, il y a trois usines pour traiter le poisson quand il n'y a une production que pour en alimenter une seule. Mais surtout ces projets étaient envisagés sans rapport avec les besoins réels du peuple dans les différentes régions.

Prenons le fameux barrage d'Assouan. Grâce à l'aide soviétique le barrage a pu être construit pour alimenter le pays en énergie électrique et pour irriguer de nouvelles terres.

Mais ce barrage pose d'énormes problèmes : l'eau est derrière le barrage quand les paysans en ont besoin. Le limon que les crues apportaient chaque année ne vient plus fertiliser les terres et les paysans doivent acheter des engrais, ce qui contribue à former à la campagne une nouvelle classe de commerçants et à favoriser les paysans riches. Ainsi on a choisi de créer une industrie lourde sur une base bureaucratique. Sadate a modifié le projet, en s'intéressant à des industries plus légères, en développant le tourisme. Mais surtout il permet à la bourgeoisie de se développer ouvertement. Une loi précise que les entreprises dont tous les capitaux ne sont pas d'Etat peuvent vendre à la moitié de leurs actions au secteur privé, en priorité aux ouvriers, mais ils n'ont

pas les moyens de payer les actions, alors d'autres plus riches les achètent.

QdP : Ainsi s'est constitué également une classe ouvrière. Quelles sont ses conditions ?

La classe ouvrière est plus ancienne, elle existait déjà dans des entreprises petites et moyennes comme dans la banlieue de Choubra. Avec Nasser elle croît en nombre, la banlieue d'Helouan comporte plusieurs centaines de milliers d'ouvriers. La plupart sont venus des campagnes, et ne bénéficiaient pas des traditions ouvrières. On les a mis devant des machines venues d'URSS et d'Allemagne de l'Ouest, on leur donne des salaires un peu plus élevés qu'ailleurs, certaines garanties sociales, en pensant qu'ils ne bougeraient pas. Les luttes depuis 1967, dans toute l'Egypte où il y a de nombreuses villes industrielles, tant traditionnelles que moder-

nes, ont fait sauter en éclats ce rêve.

QdP : Comment ces luttes sont-elles apparues ?

Cela a éclaté après la défaite de 1967. Les réalisations nassériennes se faisaient sous le signe de la dignité nationale de la défense nationale. Quand les tribunaux militaires ont décidé de donner des peines très légères aux responsables de la défaite de 1967, les ouvriers ont réagi, sont descendus dans la rue pour attaquer les commissariats, malgré les difficultés de tous ordres et les tentatives des syndicats officiels pour empêcher la mobilisation.

En 1970, l'armée israélienne a bombardé les quartiers populaires ; les ouvriers se sont retrouvés désarmés. Ils ont demandé des moyens de défense. C'était encore Helouan qui était la tête. En 1971 éclatent des grèves, les ouvriers séquestrent les directeurs. La troupe vient encercler l'usine. La population du quartier vient dire aux soldats «Votre place n'est pas ici elle est au front». De partout des pétitions ouvrières arrivent à la présidence disant qu'ils soutenaient Helouan. Le gouvernement a dû céder pour la première fois devant les ouvriers.

En 1975, les contradictions de classe prennent plus de force : les ouvriers

avaient lu que les réveillons fêtés pour la première fois ouvertement coûteraient plusieurs dizaines de livres, alors que le salaire ouvrier était de 10 livres. Il y eut des manifestations à Helouan. A Alla Koubra les ouvriers s'étaient rendus chez les responsables avaient vider les réfrigérateurs et manifesté en montrant les dindes, poulets rôtis qu'ils contenaient quand les ouvriers avaient de moins en moins de quoi manger. L'armée a tiré, faisant d'après nos renseignements plus de cent morts.

QdP : Est-ce qu'on assiste aux mêmes contradictions à la campagne ?

La campagne a beaucoup changé sous Nasser. Les notables ne sont plus les notables traditionnels. Les routes se sont développées, l'électricité, la radio sont apparues brisant la vieille communauté. Ce sont aujourd'hui l'ingénieur, le médecin, l'officier de police, le responsable du parti unique. C'est un cadre qui favorise l'entreprise privée. Sous Nasser le développement en était limité par un contrôle étatique. Mais avec Sadate, le droit de vendre, d'acheter des terres, de chasser les paysans se développe.

Dans le village de Kamshish il y avait une grande famille qui contrôlait la région, leur maison comprenait même une prison où étaient enfermés les paysans récalcitrants comme les seigneurs en France. Sous Nasser leur pouvoir a été réduit. Un intellectuel qui était venu travailler avec les paysans était assassiné au début de la réforme agraire. Les paysans organisèrent alors des manifestations, il y eut des émeutes. Le gouvernement devait intervenir, le comité de paysans de Kamshish devenait un exemple pour tout le pays. Aujourd'hui cette famille relève la tête, on parle de lui rendre sa terre qui était sous séquestre. Les paysans voient que les mesures de Sadate sont le retour des propriétaires.

Recueilli par G. CARRAT



Les manifestations des ouvriers d'Helouan

PREMIERE LUTTE DE TRAVAILLEURS DEPUIS LE 25 NOVEMBRE :

PORTUGAL

en bref

Dans le nord, à Braga, c'est 500 travailleurs des carrières de pierres qui occupent les locaux de la délégation régionale du ministère du Travail. Ils réclament depuis un mois l'application du contrat collectif de travail et la suppression du travail à la tâche et salaire journalier. C'est l'annonce par le ministère de la suppression des contrats de travail qui a mis feu aux poudres. Elle est importante, car c'est un test :

réaction du gouvernement : répression ou négociations ?

ENCORE DES PERQUISITIONS : toujours le même prétexte, la recherche des armes. Cette fois, c'est à la Société Centrale de Bières, une usine de Vialonga, fouillée par 50 fusilliers, «Avec une certaine d'agents de la police qui encerclaient le bâtiment les armes à la main, avec la présence de 2 civils... emportant divers papiers et documents». Aucune arme trouvée.

le quotidien du peuple

Espagne les grèves se développent

Les commissions ouvrières de la région de Madrid ont lancé un mot d'ordre d'action pour les 3 journées du 10, 11 et 12 décembre. Les commissions ouvrières sont des organismes de lutte que s'est donné la classe ouvrière pour faire échec aux syndicats fascistes. Les révisionnistes y participent et en contrôlent quelques uns, mais les révolutionnaires y jouent un rôle très actif et parfois prépondérant. La lutte entre révisionnistes et révolutionnaires est âpre sur le terrain.

Les luttes ont pour bases principalement le refus du blocage des salaires instauré par Juan Carlos, la volonté d'avoir de meilleures conditions de vie et de travail, mais aussi la lutte contre la répression, pour l'amnistie.

10 DECEMBRE : Les ouvriers de la CASA (Construction aéronautique) ont été délogés par les flics.

Dans le polygone industriel de Getafe (Madrid), 3 000 ouvriers sont en grève pendant 2 h et demie.

Electronica de Precision : les 900 travailleurs ont arrêté le travail pendant 4 heures et demie.

Kelvinator : les 2 800 ouvriers font grève 4 h avant d'être expulsés par la police.

Intelsa : les 2 100 travailleurs en grève pendant 4 heures. Standard : (les 3 centres) 20 000 ouvriers en grève pendant 3 heures.

Marconi : 1 heure et demi de grève qui a donné lieu à des actions.

En plus, il y a eu diverses actions, et des assemblées de travailleurs à Boetticher, Wacios, Siemens, Chrysler, Bosch, Citesa, Metal Mazda, Otis.

11 DECEMBRE : les ouvriers de la Femsa ont été délogés par les flics. A Chrysler aussi après que les 4 000 ouvriers aient fait grève tout le matin. A Kelvinator, après de nouveaux arrêts de travail, nouvelle intervention des flics.

A Casa, la grève continue. A Marconi, les ouvriers ripostent aux sanctions de la veille par 1 heure et demie de grève.

D'une manière générale, la grève et les actions dans la

métallurgie prennent de l'extension et on s'attend à un développement plus grand.

CONSTRUCTION

La grève convoquée par les Commissions Ouvrières pour le 10, 11, 12, a été suivie à 70% le 10 à Madrid, malgré la très grande surveillance policière et l'arrestation de quelques piquets de grève. On parle d'arrêts de travail possibles dans le Métro à Madrid. Le 11, le pourcentage de grévistes a augmenté. On peut estimer qu'il y a maintenant environ 100 000 grévistes.

TEXTILE-CHIMIE

Les arrêts de travail et les actions s'étendent à ces secteurs, en signe de solidarité.

BANQUES ET ASSURANCES

Des Assemblées Générales ont eu lieu ainsi que quelques actions.

POSTES

Assemblées à la Centrale du Courrier et des Télégraphes. Rassemblement et concentration à l'appel des Commissions ouvrières aux sièges des syndicats. Plusieurs milliers de personnes ont participé, malgré la surveillance de la police, armée de casques et mitraillettes. A 6 h 20, les syndicats ont été fermés et 200 à 300 personnes ont été enfermées à l'intérieur. Il y a eu plusieurs arrestations. Il y a eu des tentatives de former des petits groupes de manifestations dans les rues avoisinantes, tentatives qui ont réussi.

Un groupe important s'est rendu à l'Ecole Syndicale. On ne sait exactement ce qui s'est passé, mais ils ont été enfermés. A l'Université, beaucoup d'agitation mais on ne sait rien de plus précis pour l'instant.

Barcelone : arrêts de travail dans diverses entreprises du métal et de la Construction. Très fort mouvement à l'Université.

CORRESPONDANCE TÉLÉPHONÉE DE MADRID

Europe : l'URSS renforce son potentiel militaire

L'Europe est bien le lieu primordial de la rivalité entre les USA et l'URSS et de leur armement forcené. Une nouvelle étude sur le potentiel militaire en Europe le prouve : 60% des chars et 63% des avions des pays membres du pacte de Varsovie sont stationnés en Europe. Pour ce qui est de l'armement soviétique, ce dernier connaît des améliorations spectaculaires : le MIG-25, appareil de bombardement nucléaire de reconnaissance électronique ou photographique et d'intervention lointaine, est livrée régulièrement à l'armée de l'air soviétique stationnée en Europe. Dans le même temps, le SA-19 d'accroître ses moyens d'attaque. De plus, les Backfires sont en mesure d'attaquer, à basse altitude, l'ensemble du continent européen. Ce développement de l'armement de l'URSS montre bien que, malgré les discours sur la «détente», les risques de guerre vont croissants dans le monde et en Europe.